Collectif CGT- FSPOEIE

26 mai 2016 - Action ouvriers d'Etat

2500 manifestants

Paris – Brest – Bordeaux - Toulon - Clermont Ferrand- Toulouse
Dans les services et les établissements.

Objectif réussi !

Cette journée d'action Ouvriers d'Etat, en complément de la mobilisation contre la loi travail, loin d'être déconnectée de celle-ci, a rassemblé environ 2500 manifestants et de nombreux grévistes sur l'ensemble du territoire.

Ce rapport de force unitaire à l'appel de la CGT regroupant tous les Ouvriers d'Etat des différents syndicats et fédérations montrent qu'ils ne veulent pas voir disparaitre leurs missions, leurs emplois, et leurs statuts.

Ils sont venus dire au Gouvernement, au ministère de la Fonction Publique, à leurs ministères respectifs, à leurs employeurs qu'il est urgent de lever le moratoire sur les recrutements et d'embaucher massivement pour répondre aux missions de service public.

La rencontre au ministère de la Fonction Publique du 25 mai dans le cadre du préavis de grève n'a pas permis de débloquer la situation et de lever nos inquiétudes.

Nous avons pu constater une véritable cacophonie entre la fonction publique et les ministères employeurs qui a pour conséquence de continuer à bloquer les recrutements.

Le 26 mai est une première étape de mobilisation qui en appelle d'autres.

La CGT dans sa démarche unitaire appelle l'ensemble des Ouvriers de l'Etat mais aussi tous les agents publics à amplifier la mobilisation pour la sauvegarde des missions de service public en interpellant les décideurs politiques.

Aujourd'hui, seuls les députés du groupe GDR ont dénié rencontrer la CGT.

Sans la mobilisation de la CGT, pour les Ouvriers d'Etat, comme pour la loi travail, le Gouvernement comptait passer en force sans prendre en compte les revendications des salariés.

Suite à cette forte mobilisation du 26 mai, les organisations CGT des Ouvriers de l'Etat appellent à continuer la mobilisation dans l'unité syndicale dès la semaine prochaine.

Interpellons avec les salariés, les décideurs politiques et les employeurs !

Montreuil, le 26 mai 2016.